

Conclusions 2018 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

Côte d'Ivoire

En 2018, la Côte d'Ivoire a réalisé des progrès appréciables sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a défini un nouveau Plan d'action national de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants 2018-2020 et élaboré une stratégie nationale d'inspection du travail. La première dame de Côte d'Ivoire a signé un mémorandum d'accord pour effectuer des recherches appliquées sur le travail des enfants dans les zones cacaoyères et ouvert un centre de protection des mineurs qui héberge des victimes du travail des enfants et leur fournit des services éducatifs, des soins médicaux, des conseils psychosociaux et une formation professionnelle. Le gouvernement a également pris des mesures de répression contre les infractions liées aux pires formes de travail des enfants, notamment en condamnant un trafiquant d'enfants à trois ans de prison. Toutefois, en Côte d'Ivoire, des enfants sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants dans la culture du cacao et du café, parfois du fait de la traite des personnes. Des lacunes subsistent en matière de ressources, de personnel et de formation à l'intention des services de répression, ce qui entravait les efforts de répression du travail des enfants. De surcroît, l'Inspection du travail n'est pas autorisée à imposer des sanctions.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants en Côte d'Ivoire sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Application	Renforcer l'Inspection du travail en autorisant les inspecteurs à imposer des sanctions.	2014 – 2018
	Publier des informations indiquant si les inspections sont menées sur des lieux de travail.	2016 – 2018
	Veiller à ce que les organismes d'inspection du travail et d'application du droit pénal reçoivent un financement suffisant pour mener des inspections et des enquêtes dans tout le pays, notamment dans le secteur informel.	2014 – 2018
	Veiller à ce que les organismes d'application du droit pénal disposent des ressources, du personnel et de la formation nécessaires afin de bien faire respecter la législation sur le travail des enfants.	2018
	Accroître le nombre des inspecteurs du travail pour qu'il	2009 –

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	corresponde aux avis techniques de l'OIT.	2018
Coordination	Veiller à ce que tous les organismes de coordination fonctionnent comme prévu et soient en mesure de remplir leurs missions.	2017 – 2018
	Améliorer la coordination en matière de collecte des données entre les ministères et entre les différentes régions.	2012 – 2018
Politiques gouvernementales	Veiller à ce que toutes les politiques existantes soient mises en œuvre comme prévu.	2018
	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans toutes les politiques pertinentes.	2013 – 2018
Programmes sociaux	Améliorer l'accès à l'éducation en éliminant tous les frais liés à la scolarité, en améliorant l'accessibilité des écoles, en veillant à ce qu'il n'y ait pas de violences physiques et sexuelles dans les écoles et en augmentant le nombre d'enseignants, d'installations sanitaires et d'écoles, en particulier dans les zones rurales.	2011 – 2018
	Veiller à ce que la mise en œuvre des programmes sociaux sur le travail des enfants se fasse conformément à leurs mandats.	2018
	Développer les programmes existants de lutte contre le problème du travail des enfants en Côte d'Ivoire dans son ensemble et mettre en place des programmes pour s'attaquer au travail des enfants dans tous les secteurs pertinents.	2009 – 2018
	Veiller à ce que les victimes des pires formes de travail des enfants aient accès à des services sociaux dans tout le pays.	2015 – 2018